

Politique | Rapport Spinetta: les silences de la Ministre ne rassurent pas la Région



Renaud Lagrave Vice-président du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine en charge des transports, a participé à la rencontre organisée ce mardi entre la Ministre des transports et la délégation d'élus représentant les Régions de France, suite à la publication du rapport Spinetta. Mais, à l'image de ses collègues des autres régions françaises, il semble être resté sur sa faim ce mardi matin. « Nous avons exprimé de nombreuses attentes sur l'avenir des mobilités sur nos territoires » pour, au final, « peu de réponses » obtenues, regrette-t-il. Celles-ci devraient arriver lundi prochain, en même temps que la présentation du calendrier, de la méthode, et du contenu d'une future loi sur la mobilité, examinée au mois avril. « Un délai pour le moins rapide », note Renaud Lagrave qui ne semble pas, bien au contraire, s'en rassurer.

Si la Ministre a tenté de rassurer les élus régionaux en indiquant que le rapport Spinetta « n'engage que son auteur », et que l'engagement de l'Etat sera tenu dans le cadre des contrats de plan, ceux-ci ont pour autant fait part de leurs inquiétudes en la matière. Renaud Lagrave pointe en effet, que « même avec le scénario 2 du rapport Duron, il n'y a pas assez de financement de l'Etat par rapport à ses engagements dans les CPER 2015. A cela elle nous répond qu'elle est encore en cours d'arbitrage... donc on n'en sait pas plus. »

Si les représentants des régions ont bien évidemment insisté sur leur souhait de ne pas voir disparaître les lignes 7 à 9, la Ministre en a « bien pris note », rapporte le vice président Néo-Aquitain. Pour autant, les propos d'Elisabeth Borne évoquant « une réponse au cas par cas » n'ont pas dissipé les craintes du vice-président de la Région, qui rappelle, comme il l'a fait auprès d'elle, que « ces "petites lignes", comme ils disent, représentent 55% du réseau ferré de Nouvelle-Aquitaine. Si demain on doit procéder à leurs fermetures, c'est la moitié du réseau de la Nouvelle-Aquitaine qui serait par terre. »

Déception et inquiétude

Autre sujet « évidemment » abordé par Renaud Lagrave ce mardi matin: le dossier GPSO. Mais là encore : « Je n'ai pas eu de réponse, ce qui en dit long sur la suite de ce dossier... Partant de là, nous avons été plusieurs à également interpeller la Ministre sur les lignes capillaires, les lignes de fret, car ça n'a pas vraiment l'air d'être dans

les radars de la loi mobilité, ni dans les différents rapports présentés ces dernières semaines. » Pas vraiment de réponse non plus en la matière, « ce qui est globalement inquiétant pour la région », note Renaud Lagrave. Au total l'élu, à l'image des autres représentants des régions qui ont assisté à cette réunion, marque une certaine déception. « J'attendais plus de retour sur ces questions qui sont complètement liées aux Régions aujourd'hui, puisqu'elles sont chefs de file sur les infrastructures et les transports ; de même que sur les méthodes de travail qui vont être mises en place. Sans doute, il y aura des réunions de travail qui vont se tenir, en vue de la préparation du projet de loi sur les mobilités. Mais comme celui-ci doit être présenté en avril, j'ai tendance à penser que ça va être un peu court... On participera évidemment mais ça me paraît quand même assez réduit comme délai ». Enfin, dernier point qui n'est pas, non plus, pour rassurer l'élu, « aujourd'hui, il n'y a aucun nouveau financement qui est annoncé de la part de la Ministre sur l'entretien du réseau, ou encore sur la reprise de la dette de la SNCF... C'est quand même relativement inquiétant. Sauf évidemment à ce qu'elle n'ait pas encore les arbitrages qui seront rendus lundi. ». Attendre donc.



Solène Méric

Credit Photo : Aqi.fr
Publié sur aqi.fr le 20/02/2018
[Url de cet article](#)